

Le projet de restructuration scolaire

"Que les parents soient dans le coup"

...avant la présentation du projet de loi

SHERBROOKE — "Il s'agit d'une réforme d'une telle importance qu'elle dépasse la question de la confessionnalité. Conséquemment, je me pose des questions sur l'opportunité d'une réforme d'une telle ampleur et j'interroge: "Quelle consultation fera le ministère de l'Éducation auprès de la population?"

Telles ont été les premières réflexions de Mgr Jean-Marie Fortier, archevêque de Sherbrooke, au sujet du projet de restructuration scolaire du ministre Camille Laurin.

Tout en notant qu'il ne voulait pas dicter à la population quelle attitude prendre, Mgr Fortier, qui a ajouté ne parler qu'en son nom personnel sans intention de se prononcer pour tous les évêques du Québec, a dit considérer qu'en tant que pasteur, il revenait pour la population le droit de décider des orientations du système scolaire, entre autres en ce qui touche la confessionnalité des écoles.

"Que les parents soient dans le coup avant que le gouvernement ne fasse un projet de loi", a souhaité Mgr Fortier, "car, si l'État est gestionnaire, il n'a quand même pas à définir une politique scolaire sans que les parents en aient décidé."

Disant ignorer quelle société le projet Laurin créera demain, Mgr Jean-Marie Fortier, a lancé: "Ce que je demande, c'est qu'on respecte la population québécoise d'aujourd'hui. Pour le reste, je fais confiance au Seigneur..."

La population québécoise d'aujourd'hui, aux dires de Mgr Fortier, est majoritairement catholique. Se rapportant aux résultats de la consultation sur l'éducation sexuelle effectuée il y a un peu plus d'un an, l'archevêque de Sherbrooke a rappelé que 95 pour cent des répondants avaient dit être catholiques, pratiquants, non pratiquants ou vivant chrétiennement, alors que 4 pour cent se trouvaient agnostiques ou athées. Mgr Jean-Marie Fortier a jugé qu'on ne pouvait ignorer de semblables données dans les circonstances actuelles.

L'archevêque de Sherbrooke a dit s'étonner de voir une société québécoise qui revendique son patrimoine culturel et qui ne revendiquerait pas son héritage chrétien. "A partir du constat que la population québécoise est fortement marquée par la civilisation chrétienne, a dit Mgr Fortier, j'insiste pour que la population ait le droit de réclamer le respect de cette civilisation."

D'ailleurs, Mgr Fortier a fait remarquer: "Le ministre Laurin dit

que, par la réforme, il veut remettre aux parents le pouvoir de décider de l'avenir de leur école; mais en même temps il déclare toutes les écoles québécoises publiques et communes. N'y a-t-il pas contradiction?" Mgr Jean-Marie Fortier et le vicaire général, Mgr André Tardif, ont invité la population de tous les mi-



Mgr Jean-Marie Fortier

lieux à s'intéresser au projet de restructuration scolaire, à lire tous les textes qui s'écrivent à ce sujet, à consulter des personnes ressources, afin que, le moment venu, elle puisse se prononcer sur le projet et réclamer le respect de ses droits. Soeur Marie-Claire Vachon, responsable de l'Office d'éducation à la foi, a suggéré aux parents qui veulent se renseigner de le faire, par exemple, auprès de l'Office d'éducation à la foi et auprès des conseillers en éducation chrétiens qui se trouvent en milieu scolaire.

Mgr André Tardif a insisté sur la vision chrétienne de l'homme et de la société que véhiculait l'école, en rappelant qu'une école sans vision de l'homme se trouvait réduite à "boîte à cours". "Même la Russie a son projet éducatif, a lancé Mgr Jean-Marie Fortier, car un projet éducatif vise à bâtir un homme se-

lon l'idéal qu'une société vise". Il apparaît donc à l'Archevêché qu'une école sans vision de l'homme, au moins humaniste ne peut exister dans le concret. Et la réalité concrète de la civilisation québécoise est marquée par le catholicisme, de sorte que même le statut confessionnel catholique de l'école québécoise ne pourrait logiquement être abandonné.

Soeur Marie-Claire Vachon, qui possède son "projet Laurin" à peu près comme personne, fronce les sourcils quand elle note les intentions du ministère lorsqu'il inscrit le projet de restructuration dans la suite du projet de 1979, "L'école québécoise", et n'en fait que la "deuxième phase". "C'est beaucoup plus que ça!", a-t-elle lancé. "Il s'agit d'un bouleversement complet".

Parmi les orientations que l'Archevêché de Sherbrooke met en évidence dans le projet Laurin, on note par exemple celui qui dit du projet éducatif qu'il pourrait être chrétien, mais comme Soeur Claire Vachon le dit aussi, il suffit d'une personne qui

se sente brimée dans une école pour que tout le projet avorte.



Sr Marie-Claire Vachon

Mgr Fortier questionne aussi beaucoup le fonctionnement du futur conseil d'école, auquel, craint-il, on

LES ENFANTS: DES QUILLES

(Clément Moreau)

SHERBROOKE — Les enfants sont les quilles d'un jeu dans lequel on lancerait la boule: on ne sait pas de quel côté ils vont tomber.

Telle est la perception de M. Clément Moreau, un parent de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke, au sujet de la possible déconfessionnalisation du système scolaire et, plus généralement, au sujet de la restructuration scolaire envisagée par le ministre Camille Laurin.

Quoique de façon encore non officielle, le ministre de l'Éducation envisagerait, par la restructuration scolaire, de revaloriser l'école et son projet éducatif. L'école étant "d'abord les enfants" dit l'avant-projet de M. Laurin.

Selon M. Clément Moreau, il en va tout autrement dans les faits, l'enfant étant subordonné aux

questions financières: "L'objectif premier de la restructuration scolaire, a-t-il dit, est sans nul doute une compression des dépenses puisque là se trouve le problème majeur du gouvernement, actuellement."

M. Moreau a dit ne pas pouvoir répondre à la question: "Quel effet aura la restructuration scolaire sur l'enfant?" Pour M. Moreau, il pourrait en résulter des bienfaits comme des malheurs, mais rien n'est garanti. "Il faudra sans doute attendre une dizaine d'années au moins pour en percevoir les conséquences", a jugé M. Moreau.

Ce parent a dit se souvenir de la création des polyvalentes et de l'inquiétude que ces "gros camps" provoquait chez les parents: "Aujourd'hui, a dit M. Moreau, on se rend compte des effets négatifs des polyvalentes sur les élèves, plus particulièrement sur ceux qui arrivent du prima-

Les parents doivent être préparés à une participation grandissante à la vie scolaire

Si le directeur d'école n'a pas d'épine dorsale, le projet échouera

(Michèle Mugnier)

SHERBROOKE — "Si les parents ne sont pas préparés à faire la tâche qu'on leur demande et si le directeur d'école n'a pas d'épine dorsale, le projet de restructuration scolaire échouera au niveau de ses objectifs".

Telle est la réflexion de Mme Michèle Mugnier, commissaire de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke, qui a insisté sur l'importance de faire connaître les buts essentiels de la restructuration et de préparer soigneusement les composantes du milieu scolaire à jouer leur rôle dans les nouvelles structures.

"Actuellement, a dit Mme Mugnier, les parents ne se sentent pas capables d'envisager toutes les responsabilités qu'on veut leur

faire partager: le choix des livres est complexe, l'administration semble trop lourde, etc... Les parents sont extrêmement inquiets".

Mme Mugnier croit que les parents qui oeuvrent dans le milieu scolaire actuellement, au sein des comités d'écoles par exemple, ou dans les comités de parents, ne seront pas nécessairement intéressés à travailler au niveau des nouvelles structures puisque leur rôle serait différent, mais elle croit que d'autres parents, par contre, pourraient être intéressés à jouer ce rôle puisqu'il leur apporterait des pouvoirs nouveaux.

Le commissaire Mugnier a fait part de ses craintes, toutefois, en ce qui concerne la participation dans les quartiers moins favo-

risés, où la population tend parfois à être absente de l'école. Cette situation pourrait, selon elle, entraîner de fortes différences au niveau du succès de l'application de la nouvelle loi et au niveau du fonctionnement des conseils d'école.

Un parent sherbrookoise avance la même hypothèse en soulignant que les quartiers riches recruteront peut-être des parents plus nombreux et souvent plus compétents en terme de qualification pour administrer la chose scolaire, ce qui entraînerait de nouvelles inégalités sociales.

Le directeur de l'école Montcalm, M Léopold Jodoin, pour sa part, a dit ignorer dans quelle mesure la participation des parents sera réalisée, mais il a souligné le fait qu'en général, les parents s'impliquent

avec enthousiasme quand ils ont des objectifs concrets à atteindre. "Je suppose qu'avec le pouvoir de prendre des décisions et d'entreprendre des actions, les parents se-



Michèle Mugnier

ront intéressés à s'introduire dans le système scolaire". M. Jodoin a toutefois retenu le fait que cette participation dépendra toujours, aussi, de la disponibilité des parents,

qui n'ont pas que des moments de loisirs...

Le commissaire Gérard Prince partage l'opinion du directeur Jodoin. Notant la participation grandissante des parents à la vie scolaire, M. Prince a ajouté: "Je ne crois pas que la population modifie ses habitudes parce que le système change".

M. Clément Moreau, qui travaille au sein d'un comité d'école pense, pour sa part, qu'il pourrait se retirer du milieu scolaire quand viendra le moment de modifier le fonctionnement des écoles. "Il me semble que ça va être la fête au village!", a-t-il lancé, en faisant part de ses craintes.

D'ailleurs, il a souligné le fait que les décisions difficiles, comme celles relatives aux fermetures d'écoles par exemple, allaient

faire porter par les parents l'odieux de ces décisions. "A certains points de vue, a dit M. Moreau, c'est un peu comme si le ministère remettait la patate chaude entre les mains des parents en leur disant de se débrouiller avec ça".

Enfin en ce qui a trait au directeur d'école, dont le projet de restructuration fait l'un des moteurs essentiels de la nouvelle structure, Mme Michèle Mugnier a émis l'opinion que, s'il n'est pas soutenu par les parents et par les professeurs, il risque de flancher devant la tâche imposante qui l'attend. Mme Mugnier a noté que le directeur allait être la clé du projet et que son action allait avoir un effet soit stimulant sur les composantes de l'école ou un effet insécurisant selon la manière qu'il jouera son rôle.

NDLR: La présente série de textes, dont La Tribune termine aujourd'hui la publication, s'appuie sur un document du ministère de l'Éducation du 8 décembre 1981 et que plusieurs personnes du milieu de l'éducation considèrent comme le projet presque définitif du ministre Camille Laurin concernant la restructuration scolaire.

Textes: Michel Rondeau

donnera trop peu de marge de manoeuvre pour lui permettre de diriger les destinées de l'école, de sorte que, disent à la fois Mgr Fortier et Soeur Marie-Claire Vachon, ne pouvant pas prendre toutes les responsabilités, le conseil d'école en déléguera à la future commission scolaire, qui, elle, n'étant qu'une coopérative de services, laissera au ministère de décider pour les écoles. L'archevêque de Sherbrooke craint énormément que Québec arrive peu à peu à prendre ainsi toutes les décisions relatives à l'éducation, jusqu'au niveau des écoles.

Mgr Fortier dit aussi partager les craintes des parents qui sentent comme un poids la quantité énorme de responsabilités qui les attendent à la suite de la restructuration au sein du conseil scolaire.

Autre sujet de crainte, pour l'Archevêché: le soutien réduit des professeurs en enseignement religieux, dans le futur. Actuellement, il y a les conseillers en éducation chrétienne, dans le milieu scolaire, ainsi que les conseillers pédagogiques en enseignement religieux, plus, dans la région estrienne, un répandant du dossier de l'éducation chrétienne. Le projet Laurin ne fait allusion à aucune de ces ressources humaines. "J'ai l'impression, dit Soeur Marie-Claire Vachon, que le professeur va demeurer seul avec le comité catholique."

Et, de faire remarquer encore Soeur Marie-Claire Vachon, le comité catholique "est loin; il est à Qué-



Mgr André Tardif

bec". "Son rôle d'ailleurs sera réduit, dit-elle, à celui de chien de garde de la qualité des programmes et des professeurs, mais déjà on peut se demander comment il réussira à composer avec ses responsabilités et les syndicats à la fois..."

Soeur Marie-Claire note aussi que le comité catholique perdra la responsabilité de la surveillance des manuels scolaires autres que ceux

"On ne sait pas de quel côté ils vont tomber"

re." Selon M. Moreau, ce sont de semblables expériences qui laissent croire aux parents que l'enfant est loin d'être l'objet premier des "restructurations" de toutes sortes envisagées par le ministère.

Le directeur Léopold Jodoin pense aussi que, si l'objectif premier de la restructuration scolaire n'est pas expressément d'ordre économique, il est néanmoins indéniable qu'elle aura des conséquences économiques assez notables.

Faisant remarquer que le personnel du milieu de l'éducation affecté directement à l'école, c'est-à-dire se trouvant au service des élèves est le personnel essentiel à l'éducation, M. Jodoin a dit que certaines petites commissions scolaires comportent presque autant de personnel travaillant à l'extérieur de l'école. "Il y a des organisations importantes entre l'école et le ministère, a souligné M. Jodoin, et ces gens entrent dans le budget de l'Éducation, budget qu'on tente désespérément de comprimer. Il ne fait donc pas de doute que la restructuration aura des conséquences économiques importantes si elle élimine des structures extérieures à l'école. C'est pourquoi je suis porté à croire que le projet du ministère a un objectif économique."

Un parent qui a refusé d'être identifié, a lancé, à ce sujet: "Les hommes politiques ont l'art de faire des discours. Pour être un homme politique, il faut de l'ambition et quand on a de l'ambition, on risque d'avoir des arrière-pensées. C'est pour qu'un citoyen a le droit de questionner les intentions du ministère. On dit qu'on vise le bien de l'enfant, mais les gens ont des raisons d'émettre des opinions, des critiques ou des réserves."

"De fait, a conclu ce parent, il est possible que le projet vise à éliminer des postes, mais je n'ai pas la compétence pour en juger. Enfin, il se peut que, pour atteindre les objectifs qu'il dit avoir, le ministre procède du même coup à l'abolition des postes précisément détenus par les gens de l'arrière-garde, dont la présence pourraient entraver la bonne marche du projet et son application".

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

SECRETAIRE BILINGUE

Secrétariat et travail de bureau
5 à 8 ans d'expérience.
Bonnes conditions de travail, salaire selon qualifications.
Lieu: Drummondville, Québec.
Confidentialité assurée.
Envoyez votre curriculum vitae à:

Le Contrôleur
C.P. 241
Drummondville, Québec J2B 6V7

La page éditoriale

Ce n'est pas tragique

Il fallait s'y attendre, le jugement de la Cour d'appel du Québec qui a annulé une injonction obligeant la société Air Canada à permettre l'usage du français par ses pilotes et autres employés a fourni l'occasion au ministre Camille Laurin de monter sur ses grands chevaux. M. Laurin a sauté sur cette trop belle occasion pour répéter qu'il "ne faudra jamais compter sur le fédéral pour protéger la langue et la culture française". Le jugement confirme, a-t-il ajouté, ce qu'il a toujours soutenu soit que la loi sur les langues officielles est plus déclaratoire qu'exécutoire. Il a beau jeu: en venant s'évaluer au tribunal de cette façon la loi sur les langues officielles n'a pas démontré tellement de vigueur.

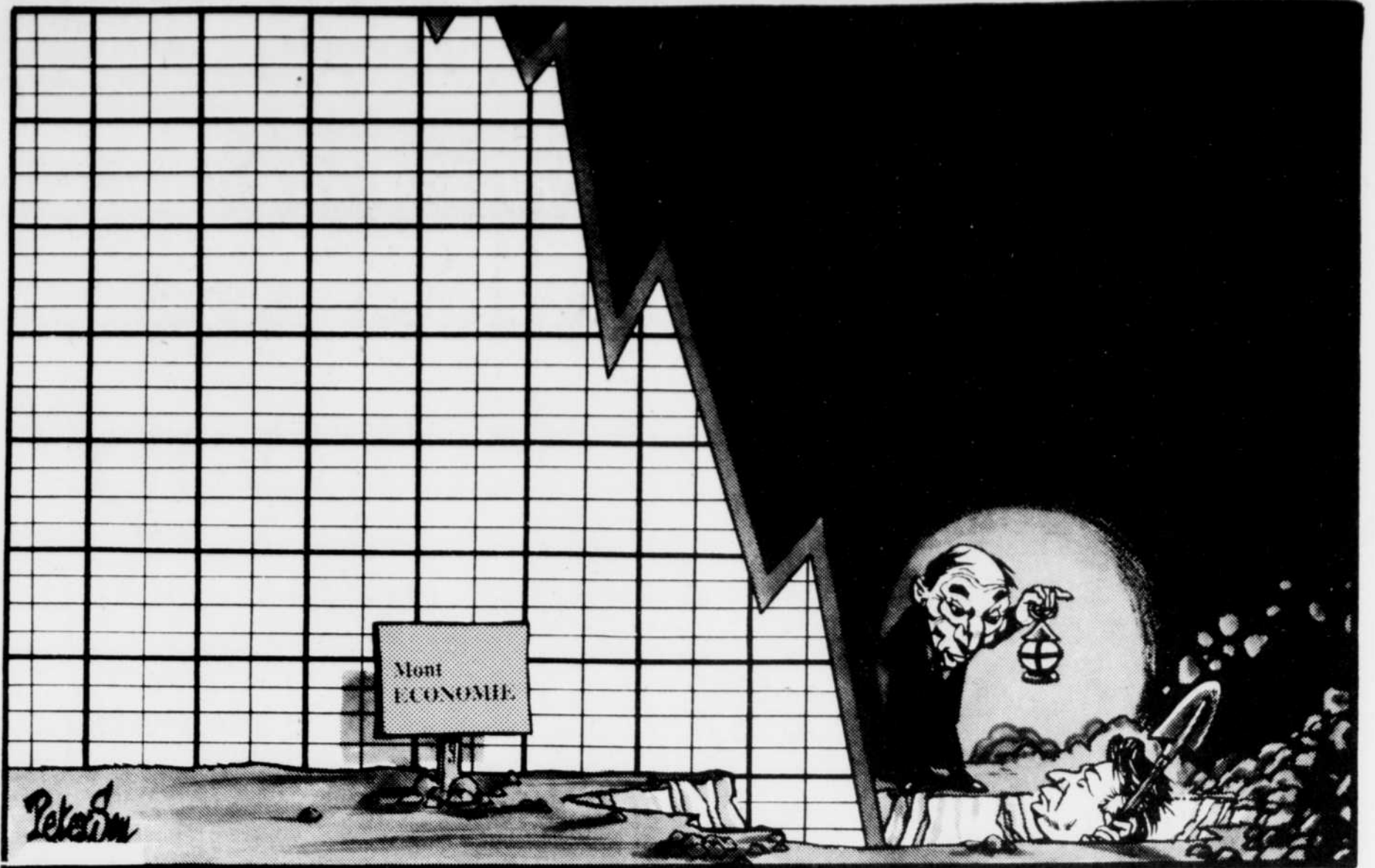
Le jugement a donné à M. Laurin des munitions. Mais il ne fut pas unanime et M. Laurin ne devrait pas appuyer tout de suite sur la gâchette. Il est désolant de voir la loi sur les langues officielles être couchée publiquement au tapis et il peut devenir proprement exaspérant de vivre l'étirement continu de la bataille pour la reconnaissance du français. Mais l'instance juridi-

que n'a pas encore rendu son verdict final et avant de jeter les hauts cris, ou de crier sa hargne et son désespoir il faudrait peut-être aller voir l'évaluation que fait la Cour suprême de la loi sur les langues officielles.

Une réaction intempestive est d'autant plus inopportune que la société Air Canada se préparerait à agir comme si le jugement Deschênes était toujours valide. C'est du moins ce que le ministre des Transports Jean-Luc Pépin a suggéré aux dirigeants de la compagnie aérienne qui verront leur bonne foi mise à l'épreuve à partir de maintenant.

Le jugement de la Cour d'appel n'est pas autre chose qu'un retard dans la longue bataille pour la reconnaissance du français, un retard décevant, mais pas encore tragique. Il ne s'agit pas pour l'instant de ruer dans les brancards mais bien d'explorer jusqu'au bout l'avenue juridique. Ou on constatera que la loi sur les langues officielles a des dents et qu'elle peut mordre, ou on devra se préparer à lui donner des dents pour qu'elle puisse mordre.

Jacques Lafontaine



L'OPINION DES LECTEURS

Pas une nécessité

Adhérer à l'Internationale socialiste n'est pas du tout une nécessité pour le Parti québécois et, qu'en fin de journée dimanche le 14 février 1982, les congressistes aient inscrit cet élément dans le programme ne sous-entend pas que de prendre l'exemple de certains pays de l'autre côté de l'Atlantique, notamment la France, qui a mis 35 ans à reconnaître le socialisme, en oubliant pas de souligner qu'il a fallu la coalition de tous les partis de la gauche pour y parvenir, ne donne pas lieu de se vanter de cette stratégie et de prendre pour acquis que tout ce qui existe là-bas, est facilement transplantable au Québec. (...)

Le socialisme, tel qu'il est conçu par certains protagonistes s'efforce de promouvoir et de maintenir continuellement un rapport de force entre toutes les classes d'une société, surtout, si cette société représente des divergences sur le plan économique, social et culturel. C'est là un terrain propice, facilitant la croissance de cette idéologie.

Bien sûr, au Québec il existe des différences à travers la population, des catégories de gens plus fortunés que d'autres mais à venir jusqu'ici, ce peuple a toujours su relever les défis démocratiquement. La démocratie, nous avons la chance de pouvoir l'exercer en Amérique du Nord; ne la perdons pas! Le fait d'avoir accroché un nouveau wagon au train de l'Internationale socialiste, ne devrait pas nous faire oublier que son itinéraire n'est pas tracé en fonction d'assurer la démarche du Québec vers la souveraineté.

Georges Mesnil
St-Elie d'Orford

On veut nous passer un sapin

Le Gouvernement du Québec s'apprête-t-il à nous passer un sapin contre la volonté de l'immense majorité des Québécois? Tout semble l'indiquer.

On nous présente actuellement les sondages les plus farfelus et contradictoires sur la confessionnalité et le pluralisme. Après avoir affirmé par des chiffres que la plupart des citoyens veulent le maintien du statu quo, du même souffle on nous dit que 58% accepteraient le pluralisme. L'astuce peut opérer un tel revirement. Le pluralisme paraît "moins pire" que la neutralité (impossible), mais il y conduit.

Pour sa part, après un sondage, un commissaire de Sherbrooke affirme que 98% des parents du milieu veulent le maintien de la confessionnalité. Et tout le monde sait qu'une vaste consultation, lors du Livre Vert, a prouvé clairement que l'immense majorité des Québécois tiennent au maintien de la confessionnalité (près de 80%).

On dirait que le Gouvernement veut imposer le contraire de ce que le peuple québécois a demandé dans la consultation du Livre Vert: le maintien des Commissions scolaires, la Confessionnalité, et le rejet des gouvernements régionaux. A moins que ma mémoire ne me trompe!

Si le PQ nous passe un tel sapin, ce sera grand temps de le défaire aux prochaines élections, comme on l'a fait pour le gouvernement Lesage après la désastreuse régionalisation: le PQ nous aura trompés et trahis.

J.A. Poirier

La réincarnation

De nos jours, il est très souvent question de la réincarnation, et de nombreux catholiques se demandent ce qu'il faut en penser. Il est donc opportun de clarifier ce problème. Pour y arriver, il serait peu utile de rappeler toutes les théories anciennes à ce sujet; nous nous limiterons donc à la théorie actuelle la plus répandue, selon laquelle la réincarnation consisterait, pour une âme humaine, à passer successivement en des corps différents, afin d'améliorer sa condition et son sort après la mort.

Or, il faut affirmer que cette théorie est une erreur monstrueuse, comme nous l'indiquent très clairement quelques vérités fondamentales que nous offre la doctrine catholique. Cette théorie s'oppose même à quelques dogmes de foi, lesquels constituent des points de doctrine absolument certains et qui ne peuvent pas changer.

Il convient de rappeler que l'âme humaine est créée par Dieu de rien et qu'elle ne préexiste pas à son union avec le corps. Cette vérité est même un dogme de foi; elle est donc absolument incompatible avec la théorie de la réincarnation, qui suppose que l'âme existe avant ses unions successives avec d'autres corps.

De plus, chaque âme est infusée directement par Dieu, dès la conception de chaque personne humaine; voilà une doctrine qui est considérée comme certaine dans l'Eglise et qui, incidemment, nous indique l'extrême gravité de l'avortement. En conséquence, on ne peut admettre qu'une âme puisse passer d'un corps à un autre, comme le soutiennent les partisans de la réincarnation.

L'existence du jugement particulier est un dogme de foi. Lors de ce jugement, qui suit immédiatement la mort, Dieu rend à chacun selon ses œuvres. A ce moment même, le sort de l'âme est donc fixé, ce qui lui enlève la possibilité de s'incarner dans un autre corps. (...)

C'est aussi une doctrine certaine dans l'Eglise que la grâce sanctifiante ne peut augmenter après la mort. Il faut donc rejeter la réincarnation, qui suppose qu'on peut vivre une autre vie afin d'améliorer sa condition et son sort, après la mort.

Il y a aussi l'existence du Purgatoire, qui constitue un autre dogme de foi. Il permet d'expier la peine temporelle due à tous les péchés passés, lorsque cette peine temporelle n'a pas été expiée totalement durant la vie.

De plus, les âmes du Purgatoire sont soulagées par les prières, les satisfactions des vivants sur terre, par les indulgences que les fidèles peuvent gagner pour elles, et surtout par le saint Sacrifice de la Messe offert pour elles: ce qui est aussi un dogme de foi.

Ce sont ces moyens qui peuvent soulager les âmes après leur mort, et non pas le fait de passer dans d'autres corps pour améliorer leur condition et leur sort. C'est encore une doctrine certaine dans l'Eglise que les âmes du Purgatoire entrent au Ciel aussitôt qu'elles sont purifiées.

En conséquence, les points de doctrine qui viennent d'être exposés indiquent clairement que la réincarnation est absolument impossible et qu'il n'y a aucun doute à ce sujet. Les dogmes de foi sont des vérités absolument certaines, car ils sont fondés directement sur l'Écriture Sainte, qui est tout à fait pure de toute erreur: "Les paroles de Yahvé sont des paroles sincères, argent natif, qui sort de terre sept fois épuré" (Ps 12, 7). Nous leur devons donc une confiance inébranlable...

Orville Melançon, C.S.C.

Au Québec, on sait faire

Eh bien, oui! En cette période d'austérité, en grattant encore une fois les fonds de tiroirs, notre bon Gouvernement du Québec a trouvé 2.7 millions de dollars pour installer les toilettes des députés.

Mais attention! ce sont des toilettes en marbre importé d'Italie. On a donc boudé la bonne vieille porcelaine anglaise. On avait, dit-on, songé au cristal d'Arques mais, impossible avec un si petit budget... tout de même, au Québec on ne s'essuie pas, pardon, on ne se mouche pas avec des pelures d'oignons.

Il est vrai qu'avec la masse de certains ministres, ça prenait du solide. Et puis, on va pouvoir satisfaire certaines corvées essentielles dans la beauté et l'esthétique. Encore une victoire du ministre de la Culture: ce qu'il doit être fier!

Il y a là, très certainement, une saine émulation avec nos cousins de France qui, ont leur Galerie des Glaces à Versailles. Quel pôle d'attraction pour le touriste qui voudra assurément y séjourner (...)

Il semble que déjà certains ministres et députés s'y trouveront plus à l'aise que dans leur bureau. Aussi, pour garder un minimum de nos élus en chambre, il n'y aura pas de retransmission des débats dans ce secteur du Parlement. Et Parizeau songe à un "ticket modérateur", en plus d'un distributeur de laxatifs pour les constipés.

Même si Jacques Yvan Morin n'a pas voulu de marbre rose (pas assez contrastant avec son teint), il reste que ces toilettes seront insonorisées, climatisées et qu'une musique d'ambiance (du Vigneault probablement) couvrira les bruits suspects.

Mais ce projet, en voie de réalisation, a connu de petits "grenouillages" et René a même pensé à un référendum maison pour régler certains litiges.

Ainsi, deux ministres en sont venus aux coups concernant l'approvisionnement en papier hygiénique. Finalement, pour couper les coûts, on fera un "Léger" recyclage.

Pourtant, Bérubé voyait là un important débouché pour son papier d'amiante.

C'est les larmes aux yeux qu'un ministre a enfin gagné son point: les sièges seront recouverts de fourrures canadiennes: le marbre c'est froid!

Parions que les toilettes du Parlement vont faire une rude concurrence au Salon de la Race. Des projets comme: former une armée québécoise avec les assistés sociaux, construire une marine nationale ou abolir les services dentaires: ben voyons donc, c'est de la petite bière ça.

Surveillez plutôt ce que vont mijoter les esprits débridés des individus, bien assis sur des bancs capitonnés et se débarrassant de leurs humeurs toxiques.

Au Québec on mise gros et à tout coup sur les vraies valeurs.

Même si ça coûte cher, au Québec on sait faire.

L.S.P.
Magog

BILLET

Rayons de soleil

L'histoire ou du moins l'opinion publique juge souvent les hommes sur leur façon d'affronter la mort. Pourtant évaluer un être humain d'après son attitude face à la mort, jauger le courage sur la façon de vivre un instant de toute une existence, aussi pénible et tragique soit-il, c'est rapetisser la dimension de l'homme à des proportions incomplètes et injustes. Il faut plus de courage pour vivre intensément chaque instant de sa vie que pour en écrire le point final.

— 0 —

Eduquer un enfant, c'est le rendre responsable. De lui-même d'abord, des autres ensuite. Les diplômes, les autres qualités et vertus, découlent de

cette base. Et l'éducation à la responsabilité ne s'accomplit que par la confiance. La responsabilité n'étant pas une notion, mais le fruit de l'exemple et de l'expérience.

— 0 —

Il existe sûrement un lien entre l'ascension de la courbe inflationniste et la chute de la courbe des valeurs. Quand les biens matériels et le standing social ont plus d'importance que la foi, l'honnêteté, la fidélité, le patriotisme, il est logique que les deux courbes s'éloignent l'une de l'autre.

— 0 —

On peut tricher à peu près tout le monde. Sauf soi-même. Albatros des mers

L'OPINION DES AUTRES

Québécois ne peut posséder Nordair

(...) En apprenant maintenant de la bouche du ministre Jean-Luc Pépin que Nordair demeurerait indéfiniment sous l'aile d'Air Canada, présentement son propriétaire, on sent nécessairement un malaise. Car ce n'est pas le rôle de la compagnie de la Couronne de s'approprier les compagnies privées.

Nordair devrait revenir à des intérêts privés. Mais pas à n'importe quelles conditions. Et cela, pour l'intérêt de tout le monde au Québec.

On espérait rentabiliser Québecair avec Nordair. Il est probable que l'investissement du gouvernement du Québec dans Québecair a faussé les règles du jeu: il est certain que le débat est devenu essentiellement politique. Et quand Michel Clair déclare que son gouvernement "n'a pas investi dans Québecair pour en faire une société d'Etat", Jean-Luc Pépin croit probablement le contraire.

Selon Clair, la solution Pépin est "une tentative délicate, odieuse et cynique de faire échec à toute possibilité d'une fusion Québecair-Nordair". Il faudrait savoir si c'est vrai. Il est évident que la société Air Canada profite de la présence de Nordair: elle y trouve des lignes vers le Grand Nord, qu'elle ne desservait pas, et une possibilité de vols nolisés, sources de revenus appréciables. Ce n'est donc pas d'elle qu'il faut attendre des plaintes contre la situation actuelle.

D'autre part, les administrateurs et les employés de Nordair profitent également de la situation. Ils ont conservé beaucoup plus d'autonomie dans

le giron d'Air Canada qu'ils n'en trouveraient dans une fusion avec Québecair. Pour eux, l'annonce du statu quo est donc une bonne nouvelle.

Reste le contribuable québécois, celui qui paie les déficits et partage les profits.

On ne peut que souhaiter l'autonomie d'une compagnie régionale, qui desservirait tout le Québec adéquatement et serait viable pour une entreprise privée. Les sociétés d'Etat demeureront toujours des exceptions dans un système démocratique capitaliste.

Il est important que le ministre des Transports entretienne vivant le projet de remettre Nordair à l'entreprise privée. Et à cause de la présence de Nordair et de Québecair qui se partagent un territoire très grand pour une petite clientèle, il est utile de penser à une fusion des deux compagnies. Si cette nouvelle compagnie devait conserver des capitaux non québécois, ceux-ci devraient se trouver en minorité pour laisser le siège social et les principaux actifs de la compagnie dans des mains québécoises.

Ceci, ce n'est pas du nationalisme, c'est une simple protection de notre avoir.

Il s'agit donc, pour le ministre Pépin, de présenter un projet de fusion qui conserverait à Nordair son identité, qui offrirait à Québecair une nouvelle survie, qui diminuerait la part d'Air Canada et qui ferait place à de nouveaux investissements québécois. Un dossier davantage public pourrait tous nous servir.

Jean-Guy Dubuc
La Presse

Le plébiscite de M. Lévesque

Premier ministre de notre belle province depuis maintenant cinq ans, M. Lévesque a fidèlement maintenu sa réputation de politicien aguerri. Intelligent, dynamique et doué d'un influent leadership, il possède en main les atouts appropriés pour administrer la PQûre nécessaire aux adhérents de son parti afin de les conduire dans les vertes pâturages de l'indépendance nationale. Toutefois, à la suite d'une litigieuse question d'hérésie, le chef du Parti québécois brandissait le spectre d'une menace de démission lors du congrès tenu au mois de décembre dernier.

(...) L'ombre d'une division du parti et du regroupement en deux cellules distinctes planait certes dans la tête des militants péquistes. Ce n'est pourtant pas là le genre d'assosiation prêché par M. Lévesque et ses acolytes. Chose certaine, si cette éventualité s'était produite, on s'en souvennerait longtemps.

Malgré tout, l'appui apporté par les membres du PQ à leur chef nous aura dévoilé leur vrai visage: que l'intérêt du parti passe avant l'intérêt personnel. La situation de choc qu'aurait provoquée la démission du premier ministre Lévesque s'évaluerait à un haut voltage: remue-ménage à l'intérieur du parti, voire même, remue-ménage à l'intérieur de la province. Un si grand choc aurait pu causer une électrocution... et attention, elle n'aurait pas été partielle, mais générale!

Alain Michaud
Sherbrooke

Prions Marie

Marie a vécu caché sur la terre, elle laissait toute la place à son fils Jésus afin qu'il joue le rôle pour lequel son père l'avait envoyé. (...)

N'est-ce pas elle qui est intervenue lors du premier miracle de Jésus à Cana? Plus tard, elle se tient debout près de la croix, où Jésus mourant lui dit en désignant St-Jean qui représentait tous les hommes: "Femme voilà votre fils" et à St-Jean "voilà votre mère" et le disciple la prit chez lui. C'est à ce moment suprême qu'elle devint "co-réminente médiatrice et avocate". Jésus lui confiait une mission. (...)

Le dogme de l'Immaculée-Conception, le dogme de l'Assomption sont des preuves que Marie a été privilégiée par Dieu dès le commencement.

(...) A Fatima, elle a recommandé de se consacrer à son Cœur Immaculé de prier pour la conversion de la Russie, si vous faites cela, la Russie se convertira et à la fin mon cœur immaculé triomphera.

Lisez ces litanies et vous verrez que chaque salutation est un titre pour honorer Marie donné par l'Eglise. A la fin du concile, le Pape Paul VI l'a proclamée mère de l'Eglise.

Le pape Jean-Paul II se dit le pape de Marie. (...)

A chaque pèlerinage, il se rend célébrer la messe dans ou devant une église dédiée à Marie, ce n'est pas l'effet du hasard. Son premier pèlerinage fut d'aller à la Guadeloupe, au Mexique là où est conservée l'image de la Femme de l'Apocalypse des derniers temps. (...)

Marie est le chemin le plus sûr et le plus court pour atteindre Jésus. (...)

Une dévote à Marie

PARTI LIBÉRAL DE L'ONTARIO

David Peterson élu chef

TORONTO (PC) — Le député David Peterson, 38 ans, a été élu, dimanche, chef du Parti libéral de l'Ontario.

Critique financier de son parti, il succède à M. Stuart Smith, démissionnaire, qui ne l'avait d'ailleurs battu que par 45 voix au congrès à la direction de 1976. M. Smith vient d'accepter le poste de président du Conseil des sciences du Canada.

M. Peterson a été choisi au 2ème tour de scrutin, avec 54.3 pour cent des votes. Son plus proche rival a été Mme Sheila Coppins, qui a obtenu 37 pour cent des voix. En troisième place, M. Richard Thomas, avec 7.1 pour cent.

Au premier tour de scrutin, M. John Sweeney a été éliminé automatiquement, n'ayant obtenu que 122 votes. Avec 130 votes, M. Jim Breithaupt s'est retiré de lui-même.

Emplois

M. Peterson a promis de faire une priorité de la création d'emplois, afin de pouvoir déloger les conservateurs, qui dirigent la province depuis 39 ans. Mme Coppins, 29 ans, est députée de Hamilton Centre et fille de l'ancien maire de Hamilton, M. Vic Coppins.

Il a été dit que M. Peterson a dépensé plus de \$100,000 pour cette campagne à la direction du parti.

Il y a à peine quelque temps, les néo-démocrates de l'Ontario se sont

également choisi un chef en la personne de M. Bob Rae.

Le dernier gouvernement libéral, en Ontario, remonte en 1943, avec le premier ministre Harry Nixon.

Depuis ce temps, six leaders libéraux se sont succédés, menant leurs troupes à la défaite à 11 élections. Ils ont même perdu leur statut d'opposition officielle en 1948 et en 1975.

M. Peterson est le fils de M. Clarence Peterson, l'un des signataires du manifeste de Regina de 1933 du parti CCF, qui a donné naissance au NPD.

Son frère Jim est député libéral de la circonscription torontoise de Willowdale.

Il a épousé Mlle Shelley Matthews, qui est la fille de l'ancien président du Parti progressiste-conservateur du Canada, M. Don Matthews.

Ce mariage a souvent permis au premier ministre conservateur Bill Davis de taquiner M. Peterson, lui disant qu'il devrait épouser la cause politique de son beau-père au lieu de prêcher la politique des libéraux.

A la dernière élection, les libéraux ont fait élire 34 députés, comme à l'élection précédente, mais les néo-démocrates sont passés de 33 à 21 sièges.



Le nouveau leader du Parti libéral ontarien, David Peterson, acclamé par les délégués qui l'ont élu au 2e tour de scrutin.

La politique de remplacement des tarifs ferroviaires

Une mesure pas si impopulaire auprès des agriculteurs (Pépin)

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral des Transports, M. Jean-Luc Pépin, estime que sa politique de remplacement des tarifs ferroviaires prévus à la loi dite du Crownest Pass bénéficie chez les agriculteurs d'un appui plus grand que ce qu'il n'y paraît à première vue.

"Je ne crois pas que ce soit une mesure si impopulaire que nous avons prise", a déclaré M. Pépin, alors qu'il était interrogé, samedi, à l'émission Question Period, du réseau CTV.

Selon le ministre, il y a dans l'Ouest une solide vague d'acceptation de cette politique, qui vise à établir des nouveaux tarifs pour le transport par rail du grain vers les marchés de l'Est.

Citant un sondage effectué pour le compte du Canadien National, M. Pépin a affirmé que 50 pour cent des agriculteurs interrogés s'étaient dits prêts à payer le double des tarifs présentement prévus à la loi du Crownest Pass, alors que 33 pour cent ont affirmé "que ça ne les dérangerait pas qu'ils soient triplés".

M. Pépin a également indiqué que le gouvernement fédéral est prêt à ajouter au cours des quatre prochaines années \$1.35 milliard au \$1.8 milliard déjà prévu au chapitre du sub-

ventionnement du transport du grain de l'Ouest.

Selon lui, ces sommes permettraient de couvrir une partie des \$350 millions de pertes encourues annuellement par les transporteurs ferroviaires.

Le ministre a affirmé que la seule question à régler présentement est celle relative à la détermination des nouveaux tarifs du Crownest Pass. "La seule question est de savoir si les tarifs seront doublés, triplés, ou augmentés encore plus", a dit M. Pépin.

Nouveaux critères pour favoriser l'obtention du statut de réfugié au Canada

TORONTO (PC) — Le ministre de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, a rendu publics, samedi, des nouveaux critères destinés à favoriser l'obtention du statut de réfugié au Canada.

Prenant la parole au cours d'une conférence nationale sur les réfugiés, le ministre a de plus déclaré que l'organisme chargé de faire les recommandations quant à l'attribution du statut de réfugié bénéficiera de plus d'indépendance vis-à-vis du gouvernement, en plus de voir ses effectifs augmentés afin de lui permettre de se prononcer sur les demandes en suspens.

Ces changements font suite aux recommandations servies l'automne dernier par un groupe d'étude fédéral, et constituent par la même occasion une réponse aux récentes critiques formulées à l'encontre de la Commission d'appel de l'Immigration, a indiqué M. Axworthy.

Les nouveaux critères, qui mettra en application le Conseil consultatif sur le statut de réfugié, stipulent que les demandeurs auront le "bénéfice du doute" lorsqu'il sera impossible d'établir hors de tout doute que ce statut devrait leur être accordé.

NOUVELLES MISES À PIED CHEZ STELCO

HAMILTON (PC) — De nouvelles mises à pied s'annoncent pour les travailleurs de l'aciérie Stelco de Hamilton.

En effet, la compagnie a annoncé qu'une trentaine de travailleurs seraient bientôt mis en disponibilité à cause de l'état dépressif du marché de l'acier.

Ceci portera à environ 1,500 le nombre de travailleurs de la compagnie mis à pied depuis la fin d'une grève de 125 jours l'an dernier.

Vendredi, une manifestation de 120 personnes s'est rassemblée devant les bureaux de la compagnie pour protester contre les mises à pied.

Le Syndicat des métaux a reproché à la compagnie de faire travailler certaines personnes en temps supplémentaire, alors qu'elle en forçait d'autres à chômer.

Pluies acides: le Canada proposera aux Etats-Unis des mesures "significatives"

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral de l'Environnement a fait savoir que le Canada va proposer des mesures "précises et extrêmement significatives" aux Etats-Unis, mercredi, pour diminuer les pluies acides.

Les négociateurs canadiens, a signalé M. John Roberts dans une interview, vont suggérer des normes de pollution et des limites d'émissions industrielles acceptables aux deux pays.

Mais ces limites, a reconnu le ministre, vont coûter cher.

Du côté américain, l'optimisme est loin d'être partagé. En fait, tout ce qu'on dit que les Canadiens vont rapporter de leurs entretiens d'une journée à Washington, c'est la date de la prochaine rencontre.

M. Thomas Niles, sous-secrétaire d'Etat adjoint et négociateur-chef des Etats-Unis, a déclaré qu'il n'était pas question de contrôles provisoires.

"Il demeure une grande incertitude scientifique" sur la cause des pluies acides, a noté M. Niles dans une interview téléphonique, éliminant la possibilité de signer un traité avec le Canada avant la fin de l'année.

Il est également possible que les Américains vont soulever, au cours des entretiens, le cas d'Hydro-Ontario, qui veut exporter au New Jersey de l'électricité provenant de centrales au charbon.

Les centrales au charbon seraient justement responsables des émissions d'anhydride sulfureux qui, au contact de l'humidité de l'air, se transforme en pluies acides.

Pour plusieurs Amé-

ricains, les Canadiens ne craignent pas la pollution si elle leur rapporte de l'argent.

Ces mêmes Américains croient que les Canadiens veulent les in-

citer à investir massivement dans les contrôles de pollution, afin qu'eux, ils puissent vendre à meilleurs prix leur énergie aux Etats-Unis.

Se rattache à l'Épargne à terme

ÉPARGNE-RETRAITE

Pour vous simplifier la vie

«Investir dans un Régime Enregistré d'Épargne-Retraite constitue un excellent placement puisqu'il peut vous assurer plus tard une retraite à votre goût.»

La caisse populaire offre deux types d'Épargne-Retraite dont les taux varient mensuellement ou sont fixes de 1 à 5 ans.

De plus, par le biais de l'impôt, vous récupérez dans la plupart des cas des sommes intéressantes. Pourquoi ne pas les réinvestir dans votre Épargne-Retraite...

À la Caisse populaire Desjardins, vous parlez d'argent avec des gens qui veillent à vos intérêts!»

Épargne-Retraite

15%

Taux variable mensuellement

Se rattache au compte courant

LOUEZ DE TOUT
569-9548
LOCATION MARTINEAU
2456 ouest, rue King
Lavouse à vapeur pour tapis

la caisse populaire desjardins

La finance et l'économie

L'économie en 1982

La région de l'Estrie pourrait s'en tirer mieux que d'autres

SHERBROOKE (LD) — Pour les entreprises canadiennes, l'année '82 s'avèrera sûrement pire que '81. Mais la région de l'Estrie pourrait s'en tirer mieux que d'autres.

En se basant sur l'évolution de son "portefeuille" en région, la Banque fédérale de développement conteste que les entreprises semblent mieux affronter la crise économique qu'à bien d'autres endroits.

Si on prend le ba-

président et directeur général de la Banque fédérale de développement (région du Québec).

Si le "portefeuille" de la succursale régionale de cette banque est représentatif de l'ensemble des entreprises estriennes, cela veut dire que la situation de l'Estrie se montre plus enviable que dans bien d'autres

régions, a pointé M. Lagacé.

C'est une note d'optimisme pour l'Estrie. Mais la conjoncture économique demeure difficile pour l'ensemble des pays industrialisés. D'une région à l'autre, les effets sont très variables.

L'Estrie s'en tire peut-être mieux que d'autres, parce que sa structure industrielle

est relativement diversifiée, en tout cas plus diversifiée que d'autres régions. C'est moins dangereux que d'être à la merci d'un seul secteur de production. Et puis les hommes d'affaires, ayant des relations plus étroites avec la communauté, ont probablement un souci plus prononcé de persister malgré les difficultés.

Les perspectives à court terme ne sont pas encourageantes. Les taux d'intérêt augmenteront; on le prend comme assuré. Le redressement de l'économie n'interviendrait pas avant la fin de '82 ou le début de '83. Et la reprise serait lente.

Que conseiller aux entreprises? Il leur faut tout remettre en

question, et veiller de près au management. Les hommes d'affaires ont souvent eu l'impression que la seule voie qui leur était tracée était celle de grossir.

Mais parfois en opérant temporairement sur une base plus modeste, il est possible de retrouver les sentiers de la rentabilité.

VOUS désirez être connu par 200,000 lecteurs?



ANNONCEZ votre NOMINATION dans **la tribune**

569-9201

André Lizotte quittera son poste à Nordair

MONTREAL (PC) — M. André Lizotte, président-directeur général de Nordair depuis six ans, a annoncé qu'il quittera son poste le 26 février.

Le gouvernement fédéral a déjà fait savoir aux dirigeants de la compagnie qu'Air Canada pouvait conserver indéfiniment ses 85 pour

cent d'intérêt dans la société aérienne régionale, acquise en 1978 pour 824 millions environ.

Selon un dirigeant de la compagnie, le président démissionnaire fera une déclaration dès le début de la semaine.

Sous la direction de M. Lizotte, les revenus de Nordair sont passés de 866 millions en 1976 à 8141 millions l'an dernier. Dans le même temps la compagnie a acheté cinq avions supplémentaires, portant ainsi sa flotte à onze appareils.

Consoltext: une baisse des profits

SHERBROOKE — Les profits de la firme Consoltext qui s'étaient élevés à 3,648 millions \$, en 1980, grâce à un gain extraordinaire de 2,354 millions \$, ne se sont élevés qu'à 247,000 \$ l'an dernier.

Cette dégringolade se fait attribuable au manque qui freine l'essor de l'économie canadienne et au coût élevé des emprunts que la société et ses clients doivent supporter.

Si les profits de la firme ont culbuté, son chiffre d'affaires qui, en 1980, s'était élevé à 103,488 millions \$ s'est toutefois accru dans une proportion assez encourageante et s'est élevé à 118,347 millions \$, l'an dernier.

Un des piliers de l'industrie des textiles dans l'Estrie, la société Consoltext possède des usines à Drummondville, Coaticook, Cowansville et Sherbrooke.

Nous vous offrons un choix de Fonds d'Épargne Retraite Enregistrés allant jusqu'à

17 1/4 % composé*

* Garanti 5 ans sur le capital et les INTERETS

— Certains de ces plans sont sujets à des frais — Transférer votre présent REER. Garantissons le taux actuel pour deux mois.



BRODEUR LEVESQUE MAYER & INC.

C.P. 239 Deauville, P.Q. JOB 1N0
Tél.: 864-4189

Guy Lévesque, président Tél.: 864-4189
Mario Roy, associés Tél.: 864-9972

Durant, Daigle & Associés



Me Michel Durand Me Léo Daigle Me Pierre Lessard Me Denis D. Gagnon

Me Michel Durand et Me Léo Daigle se sont adjoints deux nouveaux associés: Me Pierre Lessard et Me Denis D. Gagnon.

Me Pierre Lessard a terminé sa licence en droit en 1978 et a été admis au barreau du Québec en 1979.

Me Denis D. Gagnon a terminé ses études en droit en 1981 et a été admis au Barreau du Québec en 1981.

Les bureaux de la nouvelle étude légale sont situés dans l'édifice Gilles Boisvert Meubles au:

225 rue King ouest, suite 201, à Sherbrooke, J1H 1P8 Tél.: 566-6222

Prêt régime enregistré épargne-retraite du Trust Royal.

C'est un fait: il est parfois avantageux d'emprunter pour économiser

Les gens qui savent administrer l'argent reconnaissent qu'il est judicieux d'emprunter pour investir. Il arrive souvent que le rendement de l'investissement fait plus que compenser les intérêts de l'emprunt. Au Trust Royal, nous discuterons avec vous de la possibilité de vous prêter les fonds nécessaires pour souscrire dès maintenant à un régime enregistré d'épargne-retraite. Le moment est bien choisi pour com-

mencer à investir dans l'avenir. Nous prendrons le temps de vous décrire les régimes que nous avons à vous proposer. Nous discuterons de leur coût et de leur rendement possible. Vous aurez tous les renseignements voulus. Nous savons que les décisions importantes ne se prennent pas à la légère. Passez nous voir. On ne se contentera pas de vous remettre des brochures.

Le Trust Royal vous ouvre des portes.

25, Wellington nord Sherbrooke J1H 5B3
Tél. (819) 569-9371

MAISON REGIONALE DE L'INDUSTRIE

Remise des certificats aux nouveaux membres, par Monsieur Jacques St-Onge, président de l'organisme (10ième d'une série de 12)



Au nom de la société "LennoxVan Inc." le récipiendaire est Monsieur Serge Rousseau, président.

(cette publ-promotion est un hommage de La Tribune).

COMPTABLES AGREES DE LA REGION DES CANTONS DE L'EST

SHERBROOKE

BÉLANGER HÉBERT & ASSOCIÉS
COMPTABLES AGREES

Associés: PHILIPPE SAINT-JACQUES, C.A.; PIERRE COMTOIS, C.A.; JEAN-MAURICE CROTEAU, C.A.; FERNAND BEAUDIN, C.A.; NIL ALLAIRE, C.A.; A. JACKSON NOBLE, C.A.; JEAN-C. BÉLANGER, C.A.; A. MICHEL LARIVIERE, C.A.; CHRISTIAN CÔTE, C.A.; CLAUDE GIBEAULT, C.A.; GAÉTAN BRODEUR, C.A.

Sherbrooke: 234, Dufferin, suite 400 J1H 4M2 563-2331

Lac-Mégantic: 5330 boul. des Vétérans G6B 2G7 583-0611

Cowansville: 314, Principale 514-263-2087

Asbestos: 511, 1ère Avenue 819-879-5459

SHERBROOKE

André Desrochers, C.A.
Directeur administratif

Ordre des comptables agréés du Québec

680 ouest, rue Sherbrooke 7e étage, Montréal H3A 2S3

SHERBROOKE

Mallette Benoit Boulanger Rondeau & Associés

COMPTABLES AGREES
2727 rue King ouest, Sherbrooke (Québec) J1L 1C2 569-5141

Associés résidents: Gilles Boudak, C.A.; Guy Gauthier, C.A.; Jean Daigle, C.A.; Lucien Dion, C.A.; René Gauthier, C.A.; Pierre Robitaille, C.A.; René Rodrigue, C.A.; Claude Savary, C.A.

Associés: Joseph Bessette, C.A.; L. Marc Tangary, C.A.; Geo. Henri Leblanc, C.A.

MONTREAL, QUEBEC: SHERBROOKE: RIMOUSKI, SEPT-ÎLES, MONTMAGNY, SAINT-JEROME, STE-AGATHE-DES-MONTS, MAGOG, PORT-CARTIER, TROIS-PISTOLES, RICHMOND

Représentation nationale et internationale

samson Belair

COMPTABLES AGREES

ASSOCIÉS: MARCEL R. SAVARD, C.A.; GUY SAVARD, C.A.; PATRICK CLOUTIER, C.A.; DENIS BERGER, C.A.; JACQUES LEBLANC, C.A.; CLAUDE LÉCOMTE, C.A.; PATRICE SIMARD, C.A.; JEAN-PIERRE BÉHARD, C.A. (819) 563-8663

32 Nord, rue Wellington, SHERBROOKE

Québec: Montréal; Ottawa; Toronto; Edmonton; Calgary; Vancouver; Rimouski; Trois-Rivières; Sherbrooke; Saint-Jovite; Amos; Kéonewic; Hébertville; Gaspé; Matane; Sept-Îles; Fort-Lauderdale (U.S.A.); Charlottetown; East Angus; Annapolis; internationale; Miramichi; Stephen's & Co. Bureaux dans la plupart des pays

SUZANNE BEAULIEU
Comptable agréé
640, Victoria, Suite 2
Sherbrooke, Qué.
J1H 3J5
Tél.: 566-0685

M. TOUPIN & ASS.
Comptables-agrèés

872, Papineau
Sherbrooke, J1E 1Z2
Tél.: 566-5151

LOUISE CLOUTIER LALIBERTE, C.A.

5104, Boul. Bourque
suite 100 Rock Forest, Qué.
Tél.: 563-0384

LORANGER, ROUILLARD
comptables agréés
Léon Loranger, C.A.
Clément Rouillard, C.A.
1084 King ouest, Suite 2
Sherbrooke,
Qué. J1H 1S2
Tél. (819) 569-9135

DENNIS GLEZOS
Comptable agréé

39, rue Cookshire
Sawyerville JOB 3A0
Tél.: 889-3133

THETFORD MINES

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE & ASSOCIÉS
Comptables agréés
39, St-Joseph ouest
Tél. (418) 338-3555

THEBERGE, DAIGLE, GRONDIN & HOUDE C.A.
Comptables agréés
257, sud Notre-Dame
Tél.: 335-7511

6/36 NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE					
10	17	31	32	34	36
6 sur 6	GAGNANTS 1	282 586,00\$		N° COMPLÉMENTAIRE 5 APPLIQUÉ SEULEMENT AU 5 SUR 6+	
5 sur 6	171	1487,30\$		22 VENTES TOTALES: 2943 604\$	
4 sur 6	8464	83,40\$			
5 sur 6+	7	24 221,70\$			
GROS LOT Approximatif vendredi 100 000\$					

Provincial		Lotto	
2808503	500 000\$	Numero	Possibilité de
808503	50 000\$	925339	4 Gagnants de 50 000\$
08503	1 000\$	25339	32 Gagnants de 5 000\$
8503	100\$	5339	324 Gagnants de 250\$
503	25\$	339	3 240 Gagnants de 50\$
03	10\$	39	32 400 Gagnants de 5\$
ENCAISSEMENTS: Tous les billets gagnants sont encaissables, au comptoir ou par courrier, au siège social de Loto-Québec, 2 000, rue Berri, Montréal, H2L 4N5. Les billets gagnants de 1 000\$, 250\$, 100\$, 50\$, 25\$ et 10\$ sont encaissables à toute succursale de la BNC. Les billets de Provincial ainsi encaissés seront automatiquement enregistrés et inscrits pour les tirages subséquents, jusqu'à échéance. On peut également encaisser les billets gagnants de 10\$ chez le détaillant, à l'échéance seulement.			

PROVINCIAL

Tirage du 19 mars

20 lots bonis de 100 000\$ chacun

L'équipage a fait le nécessaire pour sauver le navire soviétique

...mais la situation a mal tourné à la dernière minute

SAINT-JEAN, Terre-Neuve (PC) — L'équipage du bateau-conteneur soviétique Mekhanik Tarasov a fait ce qu'il croyait être nécessaire pour sauver le navire, mais tout s'est mis à aller mal à la dernière minute, a affirmé samedi un capitaine de la garde-côtière canadienne.

Le capitaine Josef Prucha, du Sir Humphrey Gilbert, arrivé à Saint-Jean, Terre-Neuve, vendredi soir avec les cinq survivants parmi les 37 membres d'équipage du Mekhanik Tarasov, a décrit samedi au cours d'une conférence de presse ce qu'il croit être survenu.

Le Mekhanik Tarasov, en route vers l'Europe venant de Trois-Rivières, a coulé mardi, à quelques 160 milles nautiques de l'endroit où la plate-forme de forage Ocean Ranger avait elle-même coulé 24 heures plus tôt, entraînant dans la mort 84 personnes.

Le capitaine Prucha, qui a ramené les cinq survivants de même que les corps de 13 des 32 autres membres d'équipage, a déclaré que les problèmes ont commencé après qu'une partie de la cargaison du navire sovié-

que se soit déplacée, transperçant un réservoir sur le côté du bateau.

Inclinaison de 50 degrés

Le Tarasov était muni de rangées de réservoirs remplis d'eau, servant de ballast pour le maintien du navire.

Le capitaine, qui a dit détenir ces renseignements d'un survivant du naufrage, M. Ukhov Kozh, a précisé que 120 tonnes d'eau se sont ensuite écoulés par l'orifice du réservoir endommagé, à la suite de quoi le navire s'est retrouvé dans une position d'inclinaison de 50 degrés.

Selon le capitaine Prucha, les vagues à ce moment atteignaient de six à sept mètres, allant occasionnellement jusqu'à quinze mètres.

Les marins ont ensuite tenté de pomper l'eau infiltrée dans le navire, mais les pompes ont été bouchées par le papier-journal que transportait le navire.

A ce moment, confronté à une difficile décision, le capitaine du Mekhanik Tarasov, M. Bylkin, mort dans le naufrage, décida d'ordonner à ces hommes de rester à bord du navire, estimant que le bateau serait plus sûr que des embarcations de secours, d'autant plus qu'un autre bâtiment soviétique, le Ivan Dvorskiy, se dirigeait à toute vitesse vers le lieu du drame pour porter secours au Tarasov, pendant qu'un navire de pêche, le Sigurfarid, attendait tout à côté.

Vagues géantes

C'est alors qu'une série de vagues géantes brisaient les entrées de deux bouches d'aération, créant ainsi deux ouvertures béantes dans le Mekhanik Tarasov, par lesquelles des tonnes et des tonnes d'eau ont déferlé à l'intérieur du bateau.

Selon le capitaine Prucha, le capitaine du Tarasov a alors décidé de tenter de tenir le coup le plus longtemps possible, mais son bâtiment devait couler juste au moment où le Ivan Dvorskiy arrivait à ses côtés et s'appropriait à lui passer des lignes de secours.

Déjà, des membres d'équipage du Mekhanik Tarasov, qu'on le leur ait ordonné ou non, tentaient de quitter le navire à bord de deux embarcations de secours.

L'une de ces embarcations était endommagée. L'équipage tenta d'embarquer sur un radeau, mais le vent devait le souffler avant que quiconque puisse y monter.

Soudainement, les membres d'équipage du Tarasov se sont retrouvés à l'eau, avec leurs vestes de sauvetage. C'est alors que le Sigurfarid est entré en action pour leur porter secours.

Six survivants ont été repêchés, mais un homme devait mourir par la suite. Le bateau de pêche, venant de l'archipel danois de Faeroe, repêcha également 12 cadavres.

Deux plate-formes de forage remorquées du champ Hibernia

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — Mobil Oil a entrepris de remorquer, dimanche, deux plates-formes de forage pétrolières du champ Hibernia jusqu'au port de Marystown, à Terre-Neuve.

Un représentant de la compagnie, M. Tom Cooney, a expliqué que c'est sur l'ordre du gouvernement fédéral qu'il fallait procéder à l'inspection des deux plates-formes.

La Sedco 706 et la Zapata Ugland se trouvaient en effet tout près de l'Ocean Ranger, qui a coulé avec 84 hommes à bord lundi dernier.

Sedco 706, qui a quitté le champ Hibernia à 5 heures du matin dimanche, devrait être à Marystown mardi.

Les vents et les courants, depuis une semaine, éloignent de plus en plus les cadavres de l'endroit de la tragédie, à 175 milles marins à l'est de Saint-Jean. C'est ainsi que l'un des deux corps trouvés samedi se trouvait à 90 milles marins de l'endroit où l'Ocean Ranger a sombré.

Entre-temps, le navire Polaris V se trouve toujours sur les lieux du désastre, essayant de repérer l'Ocean Ranger au fond de l'Atlantique.

2 autres corps repêchés

HALIFAX (PC) — Des navires de secours ont trouvé samedi deux autres corps et deux radeaux renversés au large de Terre-Neuve, alors que l'on cherche à localiser l'épave de la plate-forme de forage Ocean Ranger, qui a sombré lundi dernier. Jusqu'ici, on a pu retirer 22 corps des eaux glacées de l'Atlantique sur un total de 84 travailleurs portés disparus.



(Laserphoto PC)

Des manifestants ont défilé devant un hôtel de Winnipeg où le député fédéral Dan McKenzie prononçait un discours, afin de protester contre ses déclarations fracassantes sur les Noirs lors d'un récent voyage en Afrique du Sud.

Après un voyage d'un député en Afrique du Sud

Assemblée politique sanglante

WINNIPEG (PC) — Le moins que l'on puisse dire c'est que l'assemblée politique convoquée samedi soir par le député fédéral de Winnipeg-Assiniboine, M. Dan McKenzie, a été sanglante, puisque six des participants en sont ressortis le visage passablement amo-

Pas un membre du parti

Un membre non identifié du Parti progressiste-conservateur, qui a aidé à briser l'échauffourée subséquente à cet incident, devait soutenir que l'assailant de September n'était pas un membre de cette formation politique.

Les blessés au cours de cet incident ont soit été atteints par des chaises lancées par les belligérants, soit atteints par des poings projetés dans leur direction.

Avant l'assemblée politique, une vingtaine de manifestants avaient paradé paisiblement devant l'hôtel où la réunion avait lieu, avec des pancartes disant que "le racisme n'est pas une question à débattre" (racism is not up for debate).

Au cours de sa réunion, M. McKenzie a bien précisé qu'il s'opposait à l'apartheid, n'est pas raciste, et n'a jamais prétendu que les Noirs sont inférieurs aux Blancs intellectuellement.

Lorsque l'incident a éclaté, M. McKenzie en avait terminé avec la question de ses déclarations sur les Noirs, et il s'appropriait à aborder un autre sujet.

Justement celle de samedi soir, au cours de laquelle un individu s'identifiant comme Steve September brandit une bannière au nom du Mouvement anti-apartheid du Manitoba, pour être aussitôt attaqué par l'arrière par un autre individu, non identifié.

"Il y a eu des déclarations, j'ai brandi ma bannière, puis quelqu'un m'a sauté dessus", devait déclarer September, à l'issue de l'incident.

Couleurs d'îles enchantées: «Les Antilles» de Orlane

Luxuriantes, les nouvelles couleurs du maquillage-printemps Orlane vous font vibrer au rythme des îles. Lagons d'azur, bougainvilliers éclatants, aurores rosées, crépuscules dorés: découvrez "Les Antilles" à travers les rouge à lèvres, vernis à ongles et fards Orlane. Chacune des teintes "Les Antilles" recèle un mélange subtil de reflets colorés. Et, suivant les tendances de la mode printemps 82, elles mettent l'accent sur la féminité, le romantisme.

Notre conseillère Orlane vous attend afin de vous faire découvrir "Les Antilles", passez la voir sans tarder.

Rouge à lèvres crémeux en rose hibiscus, grenadine, abricot, bougainvillier 8⁰⁰ ch.

Vernis à ongles en rose hibiscus, grenadine, bougainvillier 6⁰⁰ ch.

Ombre-paupières duo en poudre, rhum-jade, mangue-lagon bleu 15⁰⁰ ch.

Ombre-paupières en crème, orchidée, coralline 12⁵⁰ ch.

Offre-prime: avec tout achat de produits Orlane, vous pouvez acheter l'ensemble: "Les complémentaires B21" comprenant le nouveau "Masque hydratant B21" 75ml, et le "Tonifiant Lotion B21" pour 15.00.

Cette offre est en vigueur jusqu'au 6 mars 1982.

Eaton, Carrefour de l'Estrie, Rayon 216
Venez ou téléphonez 563-9555.

EATON

RADIO

73148-1

LES AVANT-MIDIS "MILLIONNAIRE ET VEDETTE"
AVEC GUY CARDINAL
DE 8h30 à MIDI

1510/CJRS
RADIO
SHERBROOKE

Le Pape compte se rendre en Pologne au mois d'août

CASTEL GANDOLFO (AP, AFP) — Le pape Jean-Paul II a affirmé dimanche qu'il ne saurait manquer de se rendre en Pologne au mois d'août, à l'occasion du 600^e anniversaire du sanctuaire de la Vierge noire de Czestochowa, à Jasna Gora.

"Chacun d'entre nous sait ce que signifie Jasna Gora pour un Polonais. Je pense que je ne peux manquer cette visite. Je ne peux manquer cet acte de présence", a-t-il déclaré dans une entrevue au quotidien Il Tempo.

L'entrevue est la première donnée par le souverain pontife à un autre journal que l'organe officiel du Vatican (l'Osservatore Romano) depuis son élection, en octobre 1978.

Le gouvernement polonais, avant la proclamation de la loi martiale, le 13 décembre, avait

invité Jean-Paul II à effectuer ce pèlerinage, à l'occasion de l'anniversaire, le 26 août prochain. Vendredi, le pape avait affirmé que ce voyage avait été "établi".

L'invitation des autorités polonaises, cependant, n'a pas été confirmée depuis le 13 décembre, selon le secrétaire privé du pape, le Père Stanislaw Dziwisz.

Le pape a effectué une visite en Pologne, en juin 1979.

Par ailleurs, Jean-Paul II a confirmé personnellement dimanche qu'il se rendra en Espagne au mois d'octobre prochain.

Mise au pas du mouvement syndical en Pologne

VARSOVIE (AFP) — Le mouvement syndical en Pologne devra à l'avenir respecter strictement l'ordre légal, reconnaît le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) "son rôle de guide dans la société et son rôle dirigeant dans l'Etat", oeuvre au renforcement des alliances internationales de la Pologne et s'abstient de toute action politique.

Telle est la définition donnée par le comité pour les affaires syndicales nommé par le conseil des ministres polonais et dont l'agence PAP a

diffusé dimanche les "propositions".

Dans cet important document, publié deux mois après la suspension des syndicats en vertu de l'état de siège, le comité, présidé par le vice-premier ministre Mieczyslaw Rakowski, rejette d'autre part dans les pouilles de l'Histoire la direction de Solidarité pour avoir imposé à ce mouvement syndical "la formule d'une action politique dont l'activité destructrice a mené le pays à l'anarchie et qui était devenue la négation de la défense des vé-

ritables intérêts des travailleurs".

Pour le comité, le droit de grève doit être maintenu, mais seulement "comme ultime recours, après qu'aient été épuisés tous les autres moyens de défense des travailleurs et toutes les autres méthodes de solution des conflits par la voie de la négociation et de la médiation.

Les francs belge et luxembourgeois et la couronne danoise dévalués

Gel des salaires et des prix en Belgique

BRUXELLES (Reuter) — M. Wilfried Martens, premier ministre belge, a dévoilé dimanche soir, dans une conférence de presse, un plan de redressement économique comprenant notamment le gel des salaires et des prix et un programme de création d'emploi.

Au même moment, non loin de l'endroit où se tenait la conférence, les ministres des Finances de la Communauté économique européenne acceptaient la requête de la Belgique de dévaluer sa monnaie.

M. Martens a déclaré que son pays faisait face à sa plus grave crise économique depuis 30 ans, et que des réformes en profondeur étaient indispensables pour lutter contre le chômage, les taux d'intérêt élevés et la détérioration du déficit budgétaire.

Le gouvernement centre-droit belge, en place depuis 10 semaines, a obtenu du Parlement des pouvoirs spéciaux lui permettant d'imposer par décrets son plan de redressement économique. Il a toutefois à faire face à la vive opposition des syndicats, opposés au blocage des salaires.

Dévaluation

Les ministres des Finances de la CEE ont décidé dimanche soir, à Bruxelles, de dévaluer de 8,5 pour cent les francs belge et luxembourgeois et de 3,0 pour cent la couronne danoise

au sein du système monétaire européen (SME).

Les ministres s'étaient réunis à la demande du gouvernement belge, qui avait annoncé à ses partenaires de la CEE son intention de dévaluer de 12 pour cent le franc belge dans le cadre d'un programme de relance économique (blocage des prix et des salaires), et de lutte contre le chômage.

Démission de Deng Xiaoping

PEKIN (AFP) — Le vice-président du Parti communiste chinois, M. Deng Xiaoping, démissionnera de son poste, lors du Douzième congrès du parti, plus tard cette année, pour laisser la place à des dirigeants plus jeunes.

C'est ce qu'on rapportait dimanche à Pékin, en précisant que cette déci-

sion a été révélée le mois dernier par le président du parti, M. Hu Yaobang, dans un discours devant la Ligue des jeunes communistes.

M. Deng pourrait prendre la tête d'un organisme de conseillers du comité central, lui permettant ainsi de favoriser une nouvelle vitalité à la direction du parti.

Pas de majorité en Irlande

DUBLIN (AFP) — Une poignée de députés indépendants déterminera la prochaine majorité au parlement irlandais, à l'issue des élections de cette semaine, qui n'ont pas dégagé de vainqueur absolu.

Le parti de l'opposition, le Fianna Fail, que dirige M. Charles Haughey, est arrivé en tête, selon les résultats définitifs rendus publics samedi soir.

Reagan moins populaire

WASHINGTON (AFP, AP) — La cote du programme économique du président Reagan et la façon dont celui-ci exerce son pouvoir ou sa politique étrangère sont en baisse aux Etats-Unis, selon un sondage publié conjointement, samedi, par le quotidien Washington Post et la chaîne de télévision ABC.

Pour la première fois dans un tel sondage, 48 pour cent des 1.004 interviewés ayant exprimé une opinion, mercredi et jeudi derniers par téléphone, ont dit ne pas apprécier la façon dont le président Reagan dirige le pays.

Cinquante sept pour cent n'approuvent pas les moyens employés par le président Reagan pour tenter de redresser la situation économique.

Presque les deux tiers (61 pour cent) des interviewés estiment qu'il devrait abandonner ses programmes de réduction des impôts et des dépenses fédérales et tenter de trouver un autre moyen pour redresser l'économie de leur pays.

Dans l'hypothèse où la politique économique de M. Reagan s'avérerait la bonne, 48 pour cent seulement estiment que le regain en découlerait profitera à tous, et 46 pour cent sont d'un avis contraire.

À BAS PRIX...

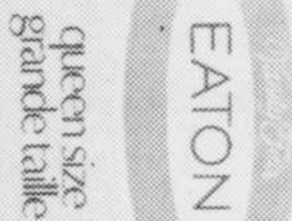
SUPPORT-SOUTIEN



gentle support - soutien léger



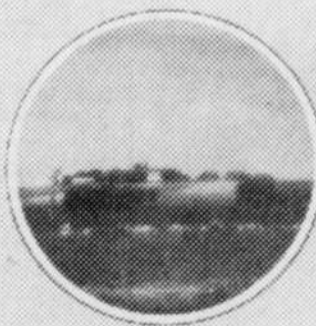
pontry hose bas culotte



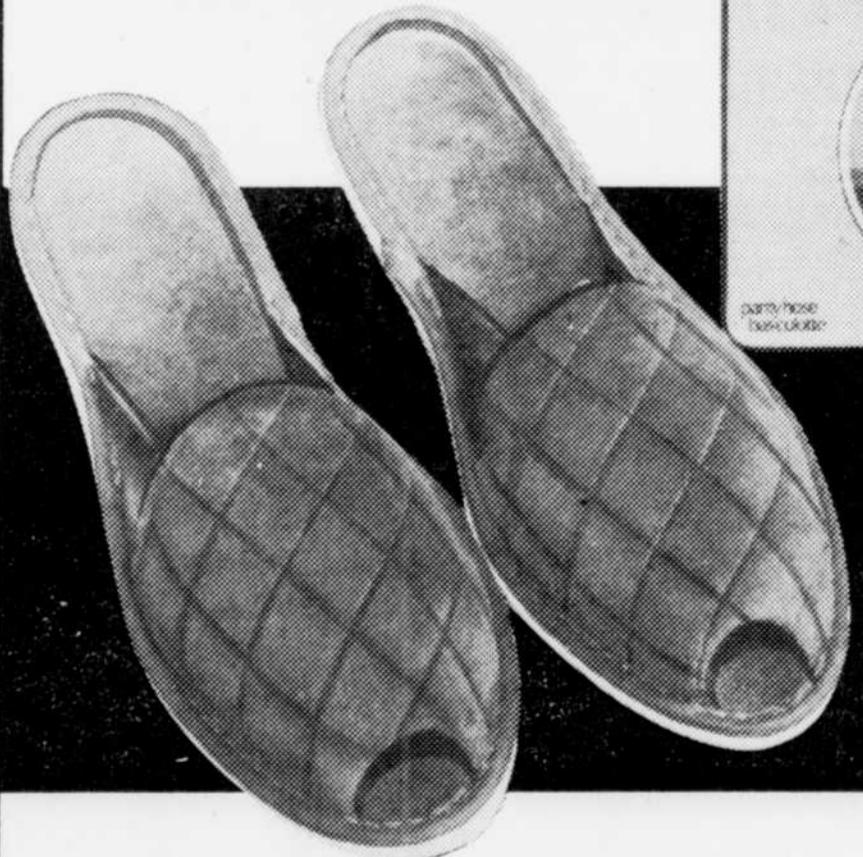
queen size grande taille



regular-régulier



pontry hose bas culotte



Eaton au Carrefour de l'Estrle, Sherbrooke.

Rayon 201. Venez ou téléphonez 583-9555

EATON

Bas-culottes Vanity Fair...

Modèle 820 au soutien léger, pointes renforcées, offert en beige brumeux, crème, beige ou taupe. Tailles A (90lb à 120lb), B (110lb à 140lb), C (130lb à 160lb).

Prix courant Eaton 3.00
2³⁰ ch. ou 3 pour 6⁹⁹

Modèle 5906, grande taille, offert en taupe, blanc, beige pâle, moka, charbon.

Prix courant Eaton 1.39
1¹⁹ ch. ou 6 pour 6⁹⁹

Modèle 5902, régulier, offert en cacao, beige pâle, taupe ou moka. Tailles A (90lb à 120lb), B (110lb à 140lb), C (130lb à 160lb).

Prix courant Eaton 1.39
1¹⁹ ch. ou 6 pour 6⁹⁹

Modèle 5904 au pied sandale, offert en beige pâle, taupe, beige brumeux, perle ou crème. Tailles A (90lb à 120lb), B (110lb à 140lb), C (130lb à 160lb).

Prix courant Eaton 1.39
1¹⁹ ch. ou 6 pour 6⁹⁹

...et mules de velours

Modèle 3450, douces mules à soufflet. Offertes en rose, bleu, sable, bourgogne. Pointures: petite, moyenne ou grande.

Prix Eaton **4.79 la paire ou 2 paires pour 9²⁹**

EATON SERVICE D'IMPÔT ASSURÉ PAR H&R BLOCK

Économisez votre temps: tout en faisant vos achats chez Eaton, faites préparer vos déclarations d'impôt par H&R Block, les spécialistes de l'impôt.

Les conseillers fiscaux de H&R Block ont l'expertise qu'il faut pour vous faire bénéficier de tous les avantages fiscaux auxquels vous avez légitimement droit.

DES DÉCLARATIONS BIEN PRÉPARÉES À UN PRIX JUSTE!



Les déclarations d'impôt préparées par H & R Block sont précises, doublement vérifiées, bien préparées. Et le prix va selon la complexité de vos déclarations. Vous aimeriez savoir comment ça va coûter? Demandez-le et soyez rassuré, on vous le dira. Et vous déciderez! Venez nous voir.

La solution

H&R BLOCK pour votre impôt

26 King ouest (Terminus) 566-2411	601 King est (coin 7 ^e Av.) 567-3985
4268, boul. Bourque 562-8412	OUVERT SUR SEMAINE DE 9H. A 21H. SAMEDI, 9H. A 17H. Pas de rendez-vous nécessaire

ÉGALEMENT AUX HEURES RÉGULIÈRES DE CES MAGASINS

Sears CARREFOUR DE L'ESTRIE EATON

AUTRES BUREAUX

DRUMMONDVILLE - MAGOG - COWANSVILLE - WEEDON - GRANBY - VICTORIAVILLE

INTER 443736

Gros lot de **250 000\$**

Date: 19-2-82

LOTS

443736	250 000\$
43736	2 500\$
3736	250\$
736	50\$
36	10\$

Gros lots de **25 000\$**

503225
367510
290663

Numéros non décomposables

Les billets gagnants de 250\$ et 50\$ sont encaissables à toute succursale de la Banque Nationale.

NUMÉROS MOBILES GAGNANTS

Numéro 116 35526	Numéro 116 8665	Numéro 116 348
2 FAÇONS DE GAGNER 2 500\$	3 FAÇONS DE GAGNER 250\$	4 FAÇONS DE GAGNER 50\$
35526	8665	348
35526	8665	348
35526	8665	348

En cas de disparité, entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Prochain tirage

1 118 lots bonis

500 000\$

On peut se procurer le dépliant "Qui gagne à Loto-Québec?" dans la plupart des kiosques de vente et aux bureaux de Loto-Québec.